

## **CR de la Réunion Publique du 25 novembre 2009** **« Quelle école publique aujourd'hui ? »**

Environ 45 personnes présentes !!!!

### **Etat des lieux de la maternelle à l'université**

**RASED** – Intervenant : Sandrine Sautour (enseignante Rased)

La ville de Bègles est divisée en 2 secteurs autour de ses 2 collèges : le secteur Neruda avec 5 écoles (mat Prévert, mat Buisson, mat Joliot Curie, élém Buisson, élém Joliot Curie), toutes en RRS (Zep) ; le secteur Berthelot avec 8 écoles (mat La Ferrade, mat Boileau, mat St Maurice, mat Paul Vaillant Couturier, élém Langevin, élém Salengro, élém Gambetta, élém Sembat) dont 2 en RRS (zep).

Jusqu'à 2009, chaque réseau était constitué d'un psychologue scolaire, d'un maître de rééducation et de 2 maîtres d'adaptation.

Depuis la rentrée, les postes de psychologue et de maître de rééducation ont été maintenus.

Sur le secteur Neruda, un poste de maître d'adaptation a été supprimé et remplacé par un poste « en surnuméraire », intervenant sur un seul groupe scolaire (Joliot Curie mat et élém) pour une durée d'un an (un poste précaire donc) avec un enseignant non formé spécifiquement. Le second poste a été transformé : l'enseignant travaille 3 jours sur les autres écoles du secteur (+ 3 écoles du secteur Berthelot) et 1 jour en hôpital de jour.

Sur le secteur Berthelot, les 2 postes de maîtres d'adaptation ont été supprimés. Un poste « en surnuméraire » a été créé pour les 2 écoles en RRS et c'est le second enseignant de Neruda qui intervient sur 3 des 6 écoles du secteur.

Lecture de « la lettre de Enzo ».

Enzo est un petit garçon pris au cœur d'un conflit familial ; la situation au foyer est alarmante. Il manifeste son mal-être à l'école par la violence, ne trouvant pas les mots pour évacuer ses angoisses. Il met en péril l'équilibre de la classe, se construit une mauvaise image de lui-même et de ce fait, redouble d'agressivité.

Compte tenu des difficultés de cet enfant, le RASED et l'équipe pédagogique se réunissent plusieurs fois afin d'apporter une aide adaptée et essayer de soulager tout le monde : Enzo, sa famille, mais également les élèves, et l'enseignant.

Lors de l'une de ces réunions, sont conviés tous les personnels en relation avec l'enfant : c'est une équipe éducative. Elle a pour objectif de réfléchir et trouver ensemble des stratégies possibles pour aider Enzo.

Ce qui est proposé :

- un travail avec la famille effectué par la psychologue scolaire
- une demande d'aide auprès des services sociaux

- un décloisonnement (ou aménagement de la journée d'école) afin de soulager Enzo sur les temps de classe
- une rééducation pour lui permettre de déposer ses angoisses et de mettre à distance ses émotions et, par conséquent, son agressivité

Ce qui ne sera pas proposé, **parce qu'inadapté** :

- une aide personnalisée (ou soutien, ou « heure supp » comme on veut) car elle ne peut en aucun cas représenter une aide pour cet enfant : trop perturbé, il ne peut mobiliser ses compétences et son attention pour entrer dans les apprentissages. De plus, il lui est déjà très difficile de supporter les temps de classe, rallonger sa journée serait préjudiciable.

Ce qui ne sera pas proposé, **faute de moyens** :

- une aide spécialisée en pédagogie menée par un enseignant formé pour le faire. Elle aurait eu pourtant beaucoup d'intérêt, puisque menée en petit groupe, dans une salle ou dans la classe même de l'enfant, elle aurait aussi fait partie du projet de décloisonnement proposé...Mais elle n'est désormais plus envisageable, puisque dans l'école de Enzo il n'y a plus de maître d'Adaptation, son poste a été supprimé.

Rappel : 1500 postes RASED supprimés cette année, 1600 le seront l'an prochain.

**MATERNELLE** – Intervenant : Annie Serres (enseignante / Snuipp)

De nombreuses recherches ont montré l'intérêt de la scolarisation des tous petits et pourtant cette scolarisation a été divisée par 2 en France et par 3 en Gironde depuis 10 ans.

Dans les discours, on remarque un encensement de la maternelle mais dans les faits, tout est mis en œuvre pour détruire la maternelle et tout particulièrement depuis 2 ou 3 ans, où l'attaque est frontale : l'efficacité de la maternelle est remise en doute, elle ne permet pas la réduction des inégalités. De plus, les maternelles sont toujours les plus mal loties concernant les remplacements d'enseignants.

Pour calmer la grogne des enseignants, le Ministère a réalisé un guide de l'école maternelle à destination des parents (à la demande de l'AGEEM ainsi qu'un référentiel de compétences pour les enseignants et a mis également en place des inspecteurs départementaux ayant pour mission de faire un état des lieux de la maternelle. Mais pour l'instant, aucune assurance n'a été posée quant à l'avenir de la maternelle.

Parallèlement se développent de nouvelles structures d'accueil avec un encadrement réduit et peu ou pas formé ainsi que la création d'un pôle « Jeune enfant » où il n'est même pas fait mention de la maternelle.

Le Snuipp va bientôt lancer une campagne autour d'un film « Bravo à l'école maternelle, on apprend ! » afin de montrer que la maternelle est bien un lieu d'accueil et d'apprentissage où les enfants peuvent progresser.

**ELEMENTAIRE** – Intervenant : Romano Polo (enseignant / CGT éducation)

Bilan après 1 an de réformes Darcos :

- les évaluations CE1 et CM2 ont été reconduites cette année malgré les dysfonctionnements pointés par un récent rapport parlementaire qui indique que le mode d'évaluation binaire, ne renseigne pas sur l'origine et la nature des difficultés rencontrées par les élèves en difficulté, confirmant les remarques des enseignants.  
Dans la circonscription, aucune école publique n'avait remonté ses résultats à l'IA l'an dernier. L'objectif est le même pour cette année.
- Le soutien scolaire : la Direction Générale des Enseignements Scolaires remarque que ce soutien permet une certaine proximité entre enseignant et élève et que ce système plaît aux élèves et aux parents mais rien n'est sûr quant au fait « d'attaquer la difficulté scolaire ».  
Les enseignants rappellent également le côté discriminatoire de ce système et l'alourdissement des journées des élèves et la caution qu'apporte ce dispositif à la suppression des postes RASED.
- Les EPEP (Etablissements Publics d'Enseignement Primaire) : cette réforme est l'enjeu majeur des mois à venir quant au démantèlement de l'école publique car il y a fort à parier que les futurs enseignants ne seront plus des fonctionnaires de l'Etat.  
Cette réforme se fera sans doute après les élections régionales et avant les élections de 2012.
- Les suppressions de postes dans l'Education Nationale : 12 000 en 2008, 13 500 en 2009 et 16 000 prévues pour 2010.

**FORMATION DES MAITRES (IUFM)** – Intervenant : Laurence Laborde (enseignante / Snuipp)

Cette réforme est imposée sans aucune concertation et va mener à la suppression de la formation des enseignants.

Dès la rentrée 2011, des étudiants titulaires de n'importe quel Master 2 (bac + 5) et qui auront obtenu le concours de Professeur des écoles seront envoyés en pleine responsabilité dans les classes sans aucune formation spécifique. L'apprentissage se fera « sur le tas ».

Les étudiants prépareront et valideront à la fois un master disciplinaire et le concours des maîtres des écoles. Aucun master d'enseignement n'est prévu.

Aucune formation en didactique et pédagogie n'est réellement prévue.

Se pose le problème de ceux qui auront le master et pas le concours des maîtres ou l'inverse.

Ils constitueront un vivier de vacataires, donc d'emplois précaires, pour pallier les suppressions de postes et les besoins en remplacement.

Aucune formation préalable pour les enseignants des collèges (arts plastiques, sport...).

Les nouveaux enseignants seront envoyés dans les classes sans aucun contrôle ou surveillance (auparavant ils étaient encadrés par l'IUFM).

L'objectif de cette réforme est une nouvelle fois de supprimer des postes mais aussi de ne pas faire réussir tous les élèves et cela à tous les niveaux, car qui pourra se payer des études jusqu'à Bac+5 pour devenir enseignant ?

Les enseignants et les parents doivent se mobiliser rapidement. Certaines actions sont en cours (tracts, pétitions...).

### **COLLEGE** – Intervenant : Nathalie CHAMP (parent d'élève Fcpe P.Neruda)

Le lien est fait avec l'intervenant précédent puisque le collège souffre de l'augmentation des enseignants vacataires.

A Pablo Neruda, cette année 5 vacataires, non formés donc, occupent des postes d'enseignants et 4 autres enseignants sont en « ½ poste » (ils sont sur 2 collèges à la fois).

Les postes de vacataires posent les problèmes suivants :

- Ce sont des contrats précaires
- Les enseignants ne font que 200 heures et donc, finissent leur contrat en avril.
- Les élèves ont 2 enseignants sur l'année ce qui n'est pas idéal pour les apprentissages
- Les vacataires ne sont pas préparés aux classes (+ ou – difficiles)
- Difficultés pour réaliser un projet d'établissement avec des enseignants vacataires qui changent souvent et pour qui il est plus difficile de s'investir compte-tenu de la précarité de leur statut.

Par ailleurs rien n'est prévu pour les élèves en difficulté par manque de moyens. Les classes deviennent donc de plus en plus difficiles avec des élèves perturbateurs. Le manque de moyens se traduit également par un manque de personnel pour s'occuper de l'informatique du collège. Pourtant, les élèves sont sensés passer le B2I en 3<sup>ème</sup> au collège. Actuellement, le diplôme est validé sur un travail effectué à la maison par les élèves faute d'équipements au collège.

Ce n'est pas le collège qui manque à sa mission mais c'est le manque cruel de moyens qui entraîne cette dégradation des conditions de travail.

### **LYCEE PROFESSIONNEL** – Intervenant : Marcel Lepage (enseignant)

La réforme du bac pro ayant été mise en place cette année, les enseignants sont dans l'expectative mais sont peu convaincus de l'utilité de cette réforme :

Avant la réforme, le bac pro se faisait en 4 ans (dont 2 ans de BEP). A partir de cette année il est calqué sur les bacs généraux et se fera donc en 3 ans.

Les enseignants estiment que la suppression d'une année de scolarité sera préjudiciable pour l'accompagnement des élèves ; des élèves souvent en difficulté au collège dans la filière classique et qu'il est nécessaire de remotiver.

Le BEP, qui dorénavant prendra la forme d'une validation des acquis en Première, ne sera plus aussi valorisant pour les élèves qu'auparavant. Il était un tremplin pour le bac pro.

Les stages en entreprise diminuent également.

Quelle sera la valorisation du nouveau bac pro auprès des employeurs ?

### **UNIVERSITE** – Intervenant : Lola Abou (Etudiante Bordeaux III)

L'an dernier, les étudiants ont fait 3 mois de grève contre la LRU, la loi de masterisation (étudiants experts dans une matière, pas de master d'enseignement) et le décret des enseignants chercheurs, sans obtenir le moindre résultat.

L'erreur de l'an passé semble être une trop grande centralisation du mouvement uniquement sur les facs.

Cette année, 2 AG (dont l'objectif était d'informer) ont réuni 200 personnes (ce qui est positif) mais les étudiants, même s'ils sont motivés, sont en majorité blasés. De plus, les professeurs, très présents l'an dernier, les « lâchent » cette année.

Les étudiants souhaitent maintenir s'unir avec d'autres mouvements et entre autres avec celui des écoles.

### **MAIRIE** – Intervenant : Cédric Dubost (Adjoint délégué à l'Education, à l'Enfance et à la Cuisine centrale à la Mairie de Bègles)

Les élus (de tout bord d'ailleurs) s'interrogent sur la loi de décentralisation et sur le transfert de charges de l'Etat à tous les niveaux.

Les valeurs de laïcité et d'égalité des chances pour tous sont remises en cause par cette territorialisation, en particulier de l'Education.

Une étude de la Cour des Comptes montre les disparités qui existent entre les territoires au niveau de l'Education. Par exemple, en ce qui concerne les fournitures scolaires, le rapport montre la disparité des dotations faites aux écoles : elles vont de 30 à 64 euros par enfant selon les communes. Il existe également une grande disparité quant à l'accès aux nouvelles technologies.

Ces inégalités qui se créent aujourd'hui vont sans doute s'aggraver avec la politique du gouvernement actuel.

Le transfert de charges de l'Etat ne s'accompagne pas d'un transfert de responsabilités bien défini des différents acteurs et risque de se faire en sens unique. L'école maternelle est directement visée par la loi de décentralisation et vouée à la disparition. La Mairie va bien sûr s'y opposer mais souhaite un vrai débat sur ce sujet et s'interroge sur ces problématiques.

**Un débat** a fait suite à cet état des lieux alarmant.

Diverses propositions d'actions ont été proposées :

pétitions, grève, rdv à l'IA... actions déjà réalisées par le collectif béglais ...A poursuivre

Continuer d'informer sur la destruction du service public d'éducation : Refaire des P'tits dej dans les écoles par exemple

Actions coup de poing (blocage rocade, action péage...)

Relancer les élus

S'allier aux autres services publics pour une convergence des luttes – Participer aux actions des autres services publics

Dans les écoles, refus par les enseignants d'appliquer certaines réformes : aide personnalisée, évaluations nationales CE1 et CM2

Nous sommes conscients de la nécessité de continuer à informer et à alerter par tous les moyens, et à résister sur le terrain par différents types d'actions.